

Coronavirus et faillite globale du néolibéralisme

Gérard Collet, 16 mars 2020

Dures épreuves pour le nouveau monde d'Emmanuel Macron. Dures épreuves pour le monde auquel il prétend adapter notre peuple. La « marche » réformiste se transforme en parcours d'obstacles.

Gilets jaunes, grèves pour la défense des retraites, migrations aux frontières de l'Europe, mouvements hospitaliers, et pour finir, coronavirus.

L'actualité de ce milieu de quinquennat a en effet été fort riche d'événements apparemment disparates, fortuits, d'importance variable, qu'ils soient sociaux, géopolitiques ou naturels... Et pourtant, à y regarder de près, tout cela dessine un ensemble cohérent où se retrouvent les grandes impasses civilisationnelles, les impasses du "paradigme néolibéral" pour employer un "élément de langage" à la mode.

Chacun de ces événements a été immédiatement commenté et si possible mis à profit par les sphères de pouvoir assistées des média « mainstream »¹, les plus fortuits servant évidemment à masquer les plus politiques. Cela n'a échappé à personne, mais avec la complicité - volontaire ou pas - des media, la manœuvre a tout de même en partie réussi, et a imprégné les analyses et les opinions. Tous ces éléments convergent en effet sur deux points essentiels.

En premier lieu, ils démontrent tous l'ineptie des concepts apparemment rationnels de la construction concurrentielle et managériale chère au néolibéralisme.

Ensuite, il apparaît de plus en plus que derrière chacun de ces phénomènes, leurs interprétations, et les polémiques auxquelles ils donnent lieu, se dissimule une vision philosophique, voire anthropologique du monde.

Un monde réticent aux dogmes libéraux

L'affaire du coronavirus qui chamboule l'actualité et inquiète à juste titre les autorités comme les individus ne paraît pas à première vue de nature politique. Elle fournit pourtant des illustrations spectaculaires des catastrophes que préparent avec obstination des dirigeants politiques qui mettent leurs obsessions technocratiques au service des conceptions néolibérales et de leur mise en œuvre². Mais cette affaire n'est pas la seule, et l'ensemble des événements du monde réel semblent se donner le mot pour démontrer la faillite du capitalisme libéralisé et financiarisé. Ces impératifs qui se traduisent dans nos sociétés par des politiques de management et de rationalisation qui écrasent tout sur leur passage.

Ces événements démontrent en effet à quel point ce qui semble émaner d'une logique indiscutable fait en réalité l'impasse sur les réalités d'un monde humain, soumis à des aléas incontournables. Accidents météorologiques, catastrophes industrielles, mouvements sociaux, migrations, sont de ceux que les meilleurs cerveaux assistés des meilleurs "algorithmes" ne peuvent comptabiliser. L'épidémie de Covid-19 venant évidemment mettre un point d'orgue en ce début d'année³, ces concepts font en effet l'impasse totale sur les dimensions sociales et humaines, ainsi que sur les aléas naturels et les limites du monde physique. Dans leur échafaudage politique et économique, à l'image de l'*Homo œconomicus* l'homme est prévisible, calculable, il est un « consommateur » conscient, agissant en fonction de son intérêt bien compris. Dans ce monde là, il n'y a pas de mouvements sociaux spontanés et durables, pas d'éruptions volcaniques, pas de tsunamis, pas de tremblements de terre. Il n'y a pas de limite à l'exploitation de la nature... ni des hommes. Il n'y a pas de révolutions... et il n'y a pas non plus d'épidémies incontrôlables.

Rien de tout cela ne doit exister, car cela défie les organigrammes prévisionnels, car les invraisemblables montages financiers qui valorisent le capital ne le supporteraient pas.

Pour que les modèles que les pouvoirs mondiaux tentent d'imposer partout puissent fonctionner, il faut qu'aucune paille ne s'y glisse. Le profit et la finance flux tendu ne le supportent pas. A moins qu'après avoir remplacé avantageusement les travailleurs par des robots, l'on finisse par robotiser également les consommateurs et les électeurs. Laurent Alexandre proposera sans doute prochainement une tribune en ce sens.

On comprend aisément qu'avouer cette faille congénitale remettrait tout en cause.

Il faudrait pourtant bien qu'un jour pas trop lointain des dirigeants lucides l'admettent... mais ce ne sera pas Emmanuel Macron, bien trop occupé à faire survivre encore ce système.

Bien sûr, dans sa dernière intervention, le président a pensé nécessaire d'intervenir auprès de la nation pour mobiliser l'attention de manière solennelle sur la « crise sanitaire majeure qui s'annonce », et donner les grandes lignes de la stratégie qui allait être suivie. Il semble indéniable qu'Emmanuel Macron a saisi l'importance de l'événement en cours, et que son discours a reconnu la hauteur des enjeux.

Il est cependant plus qu'évident qu'il saisissait là une occasion rêvée de se replacer au centre de l'arène en se donnant le beau rôle. Et pas moins évident que le Covid-19 lui a fourni l'opportunité d'appeler à la cohésion et à l'union sacrée, en l'occurrence derrière lui, en posture de sauveur responsable et lucide. Sans surprise, la sauvegarde exige maintenant selon lui que « nous suivions tous le même chemin ».

Il est tout de même permis de douter de sa découverte soudaine des « failles de notre modèle de développement » alors même que toute son action, depuis son arrivée aux affaires a précisément consisté à accélérer l'adhésion à ce modèle en manœuvrant tous les leviers à sa disposition. Alors que sa récente utilisation du 49.3 ne révèle guère la passion d'un « chemin commun »⁴.

Enfin, est-il possible, est-il crédible que cet homme dont l'intelligence nous a été tant louée ait mis tant de temps à réaliser le danger, l'ineptie du « modèle de développement » qu'il a servi fidèlement jusqu'ici⁵? A-t-il donc fallu à Jupiter cette épreuve pour découvrir qu'il « y a des biens non marchands » ? Mais que n'élargit-il ses lectures !

La tentation est alors forte de ne voir dans ce discours qu'une triviale posture opportuniste espérant couper l'herbe sous les pieds des opposants politiques⁶. Et dans ce cas, le président, une fois de plus n'aura fait que brouiller les pistes et retarder la mise en œuvre de vrais changements de cap.

Car hélas, comment abandonnerait-il ces théories de rationalisation, d'optimisation, de « libération des énergies » – étayées par des modèles mathématiques et leurs traductions en algorithmes – qui pilotent les grands choix politiques agissant sur nos vies⁷, comment renoncerait-il aux fameuses « réformes » pour lesquelles les donneurs d'ordres l'ont placé là, lui et son équipe « En Marche »

À suivre l'actualité du Monde, on est donc stupéfaits de la duplicité des acteurs politiques, de ceux qui les interviewent, ainsi que des analystes « orthodoxes ». Car chaque nouvelle qui nous parvient met en évidence de manière criante la faillite des concepts défendus et des réformes exigées. Et chaque événement fournit une démonstration du grand-écart auquel se livrent les gouvernants pour dissimuler encore cette débâcle, des prouesses d'hypocrisie et de contradictions qu'ils doivent réaliser⁸.

Voyons ça.

Des prouesses de duplicité

Ne perdons donc pas de vue les antiennes inlassablement répétées par les classes dirigeantes, du MEDEF aux économistes aux ordres et aux politiques qui les servent. Ils nous ressassent sans fin les risques de l'endettement public, les déséquilibres des comptes de la sécurité sociale, la faillite

des hôpitaux endettés, les méfaits de l'impôt, le handicap des lois sociales et des charges afférentes. Ils ne manquent pas une occasion de rappeler les dangers de « l'assistanat » et de « l'État providence ». Et d'un bord à l'autre de l'échiquier, ils n'attendent le salut éventuel que d'une renaissance de la croissance. Ils n'ont sur les lèvres que les mots de compétitivité, de coûts de production, qui pilotent organisations économiques et choix politiques.

La logique de leur credo les a conduits à parier sur la désindustrialisation de nos pays, à la « délocalisation » de toutes les activités fussent-elles stratégiques, et mène tambour battant les divisions du macronisme à avaliser la vente des aéroports, des barrages, bientôt de la SNCF, d'EDF... et à préparer en sous-main un glissement des retraites vers la capitalisation...

Or qu'entend-on sans relâche, que lit-on partout, que répètent jusqu'à la nausée nos dirigeants ?

Eh bien, culbutant soudain sans la moindre honte leurs rengaines libérales et leur volonté de réduire les dépenses de l'État, ils s'acharnent à chaque actualité imprévue à affirmer que c'est l'État qui répondra présent, et fournira les solutions⁹.

Et il saute aux yeux les moins avertis qu'en effet, qu'il s'agisse d'accident industriel, de catastrophe naturelle, de crise financière ou de fermeture d'usine retentissante, ce n'est pas l'entreprise, ce n'est pas la sphère financière qui apportera la réponse, fussent-elles directement responsables des dégâts. Car ce n'est pas leur rôle, ce n'est pas la logique qui les anime. Car cela n'entre pas dans leurs bilans, pas dans leurs attributions. Plus fondamentalement, parce que le modèle entrepreneurial, le modèle capitaliste du fonctionnement des entreprises, des montages financiers qui les téléguident et de leurs exigences de profit ne porte que sur leur propre sphère d'influence. Les conglomerats multinationaux (ou pas) ne s'intéressent en rien aux « effets de bord » de leurs activités¹⁰, qu'il s'agisse de naufrages de pétroliers, d'explosions d'usines chimiques ou de bulles financières¹¹.

Ne comptons pas non plus sur ce modèle du monde pour tenir compte des effets de bord dévastateurs de ses activités dans les questions environnementales ou climatiques ; le réchauffement pas plus que les effets du glyphosate, du tabac, des sacs plastiques ou de l'amiante n'entrent dans les schémas de ses glorieux PDG, de ses conseils d'administration ni ne répondent aux attentes de ses actionnaires. Interpellés, tous répondront invariablement : « non coupable », « pas les seuls », voire : « Qu'ils viennent me chercher ! » Car ce modèle ne possède aucune théorie des biens communs, aucune théorie du maintien des conditions de vie sur notre Terre¹², pas le moindre « indicateur » du bien être social, aucune conception de la santé publique¹³. Tout au plus tente-t-il hypocritement de faire rentrer au chausse-pied dans son modèle marchand la problématique de libération du carbone dans l'atmosphère, feignant de ne pas connaître les effets financiers pervers inévitables du « marché du carbone ».

Tout se passe donc comme si chaque interpellation du politique par les aléas du monde rappelait le rôle irremplaçable de l'état, seul représentant valide de l'intérêt collectif, seul susceptible de le prendre en compte¹⁴. Alors que dans le même temps, appliquant imperturbablement les croyances de ses dirigeants, ce même état s'évertue à se priver de tous les moyens d'action, à vendre à l'encan les biens publics fussent-ils d'importance stratégique, à rogner ses propres ressources en baissant l'impôt et en tolérant l'évasion fiscale, à dénoncer le coût des services qui sont précisément ceux qui lui permettent de faire face à l'adversité¹⁵. Et à renoncer progressivement à tous les leviers qui le lui permettent réellement.

Modèle « entrepreneurial »

Or si l'État peut être pénétré par des logiques privées¹⁶, l'entreprise ne l'est jamais par celle du bien commun.

Il convient de dénoncer l'obstination des néolibéraux à accrédi­ter l'idée de l'omnipotence du « modèle entrepreneurial », sensé être le plus « effi­cient », et à faire admettre qu'il est à même de traiter, à moindre coût et beaucoup mieux que les pouvoirs publics, un nombre croissant de tâches. De l'hôpital à l'université, puis subrepticement à l'enseignement¹⁷ et à la recherche, ce modèle fait inexorablement tâche d'huile... jusqu'à légitimer l'idée qu'un promoteur immobilier sachant gérer une chaîne de télé-réalité est le mieux placé pour présider aux destinées d'un grand état.

La crise en cours porte à relativiser le verbe « gérer », fétiche des lauréats d'écoles de management. Certes, pour ce qui est de la France, Macron et sa REM ne sont pas les inventeurs de cette dérive aveugle. On sait qu'elle est à l'œuvre depuis la fin des 30 glorieuses, depuis M. Reagan et Mme Thatcher, et qu'elle est congénitale à la fondation de l'UE qui intégra­it dès l'origine tous les impératifs d'un capitalisme libéral affamé d'expansion¹⁸.

Cependant, il est évident que la Macronie accélère singulièrement le rythme ; c'est d'ailleurs la raison pour laquelle elle a été propulsée aux commandes. La logique interne aux credo néolibéraux s'enivre de sa propre course comme un cheval fou que personne ne retient. Cette mécanique implacable l'entraîne sans possibilité de retour, exigeant sans cesse davantage de croissance, de productivité, d'ouverture des marchés, davantage de privatisations¹⁹, de réduction de dépenses publiques²⁰, de recul des droits sociaux...

Un imaginaire collectif délétère

Et pendant toute cette période, conscients de l'importance de « l'hégémonie culturelle » chère à Gramsci, les chantres du néolibéralisme ont travaillé sans relâche à imprégner l'imaginaire collectif de concepts ad-hoc, décrits par les euphémismes de la novlangue.

N'allons pas jusqu'aux mots fétiches de la start-up nation, qui font encore sourire et s'expriment uniquement en globish ; tenons-nous en au discours devenu commun, celui des chaînes d'information, des organes de presse, celui qui a pénétré toutes les sphères professionnelles et s'impose dans les dialogues et formate les pensées.

Assistanat, austérité, charges sociales, compétitivité, compétence, cohésion sociale, concurrence, déficit structurel, dette publique, excellence, paix économique, flexibilité, fraude sociale, intérim, privatisation, rationalisation, rentabilité, partenaires sociaux, crispation, handicap salarial...²¹. Liste à laquelle s'ajoute évidemment la plus belle trouvaille du président : Premier de Cordée.

Tous ces « éléments de langage », introduits à dessein par les classes dominantes, ont un dénominateur commun : lorsqu'ils décrivent les objectifs de ces classes, ils possèdent une jolie sonorité et une connotation positive ; mais ils prennent soudain un son sinistre, louche et rétrograde s'ils parlent de leurs opposants. La *compétitivité*, par le biais des si belles « compétitions » – et l'on pense inévitablement à une coupe du monde de foot –, est brillante, glorieuse, dynamique, jeune et nécessairement victorieuse. Les « charges sociales », en revanche, évoquent des employeurs pliant sous le poids des revendications de leurs salariés, elles sont imposées aveuglément par un état prêt à « assister » une horde de fainéants. Il faut avant tout éviter de rappeler qu'elles fondent la protection contre l'adversité, principal progrès pour les humbles et même les moins humbles, nécessité individuelle autant que collective²².

Il s'agit là d'une évidence de fait, mais le but de la manœuvre est d'accrédi­ter ces concepts, d'en faire les seuls outils pour décrire le monde.

Le cas de la « Dette publique » est emblématique de cette manipulation des mots et des concepts. Alors que l'interprétation de cette aspect des comptes publics a donné lieu à des dizaines d'ouvrages et d'articles contradictoires, dont certains pointent son caractère inhérent au capitalisme financiarisé et non au laxisme de l'état²³, la métaphore régulièrement assénée au public se limite à celle du mauvais père de famille endetté, dispendieux et joueur qu'il faut sévèrement ramener à la raison²⁴.

Pour parfaire cette mystification symbolique, durant toute cette période, les chantres de l'économie de marché se sont efforcés de faire croire à la mainmise idéologique de « cryptomarxistes » victimisant de malheureux libéraux étouffés par la pensée collectiviste, tandis que c'était bel et bien l'inverse qui se produisait comme on le constate aujourd'hui.

Chronique d'une faillite annoncée²⁵

Or voilà que l'actualité, dès qu'elle n'est plus à la main du « Maître des horloges », s'ingénie à prendre à revers les concepts majeurs de ce système, contraignant ses hérauts à des acrobaties risibles, dérisoires et délétères. Car personne n'en est dupe, de l'analyste chevronné à l'auditeur ingénu. D'où la méfiance sans cesse accrue dans le récit des Élités.

C'est donc à une pathétique faillite que nous fait assister notre président, celui que ses promoteurs, ses agents publicitaires nous ont vendu sous le label Jupiter en vantant les multiples facettes de son intelligence, de son omniscience, de sa capacité à « révolutionner » le monde en douceur, en balayant les structures surannées dont s'encombraient les « conservateurs ». Et dans cette faillite le suivent et l'assistent ses ministres et l'armée de ses élus de fraîche date.

Une faillite dans les faits

On assiste successivement, dans ce contexte économique et politique, à une série impressionnante de crises qui semblent programmées d'avance, et devraient amener à « renverser la table ». Ce que les élites promettent à chaque fois la main sur le cœur.

Pas moins d'une vingtaine de crises de type monétaire ou financier sont répertoriées depuis les années 80, dont un bon nombre portent le joli qualificatif de « systémique ». Très récemment : Explosion de la « Bulle spéculative des valeurs technologiques » culminant en 2000 ; [crise des Subprimes](#) de l'été 2007, immédiatement suivie de la crise bancaire et financière de la fin de l'été 2008, crise grecque amorcée en 2009...

Et puis il y a les crises sociales majeures (Gilets Jaunes, retraites).

Et puis il y a l'incapacité congénitale à faire face au défi climatique, emblématisée par la démission de Nicolas Hulot lui même... La fragilisation du pays par les délocalisations, par la facilitation d'une finance débridée, par la frénésie d'accords de libre échange, la dilapidation des grandes entreprises qui ont contribué à bâtir la France...

En forçant l'Hôpital public à singer le modèle « entrepreneurial », les dogmes libéraux ont conduit à sa précarisation, dénoncée par les personnels depuis des mois, sans effet notable. A Grenoble, en pleine crise sanitaire, le *Groupement Hospitalier Mutualiste* est en passe d'être vendu comme un vulgaire commerce, pour passer de mains en mains selon des modalités financières incompréhensibles²⁶. Dans le même temps, le célèbre « numerus clausus » a progressivement réduit de nombreux secteurs de la médecine libérale à la portion congrue, ce que chacun constate. Au point que les conseils actuels « n'encombrez pas le 15, appelez votre médecin personnel » passent pour une fort mauvaise plaisanterie. La recherche, enfin, elle aussi en sous-effectif, sous payée et précarisée est une impasse de plus, dont les conséquences présentes et futures sont évidentes.

Là encore, l'épidémie actuelle agit comme un révélateur montrant à quel point les « réformes » libérales sont prises à revers par les réalités.

Ajoutons que tous les secteurs – même « régaliens » – sont menacés du même traitement, en danger de développer les mêmes syndromes même si cela n'apparaît pas tout de suite. Ainsi l'enseignement secondaire – après l'Université – est-il enjoint de copier peu ou prou le modèle d'entreprise, un proviseur et une principale de collège devenant gestionnaire de son « entreprise », tout étant fait pour qu'à terme il recrute « son » personnel, le juge lui même et devienne administrateur financier.

Une faillite idéologique

Ces faillites de fait dénoncent sur le fond une déroute idéologique qui est parfaitement ressentie dans les opinions publiques.

En France même, voilà qu'avec obstination, avec violence, avec dissimulation et rhétorique perverse, un chef si peu charismatique et ses lieutenants disciplinés nous démontrent jour après jour l'imposture de leurs credo, l'impasse de leurs analyses économiques et technoscientifiques, l'aveuglement de leurs schémas sociologiques, l'aventurisme de leurs méthodes politiques, la faiblesse insigne de leur vision historique prétentieuse. Et en prime la petitesse de leur rigueur morale.

Par quelque bout en effet qu'on prenne les actes qui se sont succédés depuis le début de ce néfaste quinquennat, chaque événement imprévu, chaque réaction politique du pouvoir, chaque analyse proposée par la presse vendue à ses amis est une démonstration par l'absurde. Tout dénonce les fausses pistes, les mensonges, les arguties et les inextricables contradictions des bases idéologiques et intellectuelles, de l'absurdité des modèles.

Bien entendu LREM, cette nouvelle variété d'exécutants des basses œuvres des classes possédantes ne poursuit pas des buts très différents de ses prédécesseurs²⁷ ; mais elle s'y attelle sans sourciller, avec plus de détermination et de dogmatisme technocratique, plus de rage et davantage de « pédagogie » perverse²⁸. Et malheureusement pour nous, la conception même du politique dont Macron est le prototype les rend pires en les délivrant de responsabilités durables. Il est jeune – l'a-t-on assez répété – , issu de la « société civile » – sans passé politique, rompu déjà au mécanisme des portes tournantes qui mêle affaires publiques et affaires privées. Le président sera donc loin déjà, retourné à ses affaires bancaires, lorsqu'il s'agira d'assumer enfin les catastrophes de tous types dont sa volonté « révolutionnaire » – contre la partie du peuple qui veut bien s'intéresser aux affaires publiques – sème les germes. Il n'aura cessé de prétendre « assumer » lorsque c'était sans risque, mais se sera défaussé du futur.

Or ce que le macronisme nous donne à voir de manière intelligible, ce sont bien les apories d'un système civilisationnel à bout de souffle, et les arguties des acteurs chargés de le maintenir encore sous perfusion pour le plus grand profit de classes possédantes qui, soyons-en certains, préparent leur sortie à l'image d'Elon Musk prônant un départ vers Mars une fois les beautés de la planète Terre ravagées.

Au plan idéologique, et bien que ce choix ne soit jamais assumé, il est lumineux que le credo qui anime ces gens est celui d'un libéralisme débridé, dépassé²⁹, mortifère. Au soubassement de ce credo, les impératifs du capitalisme, certes, mais aussi l'oubli des leçons qui ont montré la nécessité de le réguler de le contraindre, de l'encadrer sévèrement³⁰. Les concepts qui les guident nous sont assénés jour après jour, parfois explicitement, mais plus souvent comme des vérités implicites et indiscutables, à telle enseigne qu'ils finissent par imprégner le langage et modeler la pensée. Les accepter comme principes est déjà une défaite, ils sont le langage des maîtres. Ils assènent que Le Marché est autorégulateur, et que la seule condition à cette magique vertu est la concurrence libre et non faussée. Ils introduisent subrepticement l'idée que ce qui se déroule dans ce Marché mondialisé aurait quelque-chose à voir avec le gentil marché qui se tient sur la place voisine où l'on peut regarder les tomates de Jean puis celles de Bachir, et choisir en notre âme et conscience le meilleur « rapport qualité / prix »³¹. Ils distillent de manière ininterrompue le venin d'une version primaire et tendancieuse de la théorie de l'évolution version socio-darwinisme mal digérée. Il pensent ainsi prouver que tout ce qui disparaît – emploi, région industrielle, ville sinistrée par la « crise », langues, cultures, ne serait que le résultat d'une loi naturelle condamnant sans appel ce qui est « inefficace », mais jamais le résultat d'une volonté de profit des possédants, jamais le résultat d'une stratégie politique.

Une faillite intellectuelle

Cette faillite idéologique qu'il leur faut dissimuler le plus longtemps possible, engendre alors une faillite intellectuelle dans laquelle tout ce qu'ils qualifient d'Élite accepte de servir ce cadre condamné. L'on voit alors des représentants d'une classe politique, des intellectuels, des scientifiques, des hommes de presse, de grands dirigeants, des « Élités », une part de ce que le pays compte de prétendus premiers de cordée, au fond, mettre son intelligence, son savoir, son aura au service de la défense de cette idéologie à bout de souffle, dangereuse comme un fauve blessé.

On se perd évidemment en conjectures quant aux raisons qui poussent la grande majorité des éditorialistes à tant de mansuétude. Mais l'élan politique qui suivit le succès imprévu de M. Macron attira aussi nombre d'intellectuels notables, qui apportèrent de facto leur caution à ses choix. Et le président, auréolé de son passage auprès de Paul Ricoeur, ne manqua pas de jouer aussi cette carte là. Il tenta donc de se montrer auprès d'aréopages de « savants », ceux-ci acceptant de rehausser son prestige et vice-versa. Ainsi reçut-il les intellectuels signataires du « Manifeste des patriotes européens ». *L'occasion pour le chef de l'État de se mettre à nouveau en scène en héraut du Vieux Continent.* (Le Monde, 20 mai 2019).

Ainsi 65 sommités acceptèrent-elles son invitation en vue d'un « échange sur la vie politique et sociale », ce qui selon Mediapart marqua *un nouveau temps fort hélas de l'agonie du champ intellectuel* ... (blogs Mediapart, 18 mars 2019).

Cette rencontre, qui se situait dans le cadre du « Grand débat » suivant la crise des Gilets Jaunes, fut une occasion pour le Président de se parer d'une auréole académique. Or si beaucoup de nominés refusèrent l'invitation (Thomas Piketty, Sophie Agacinski...), et si Frédéric Lordon a expliqué haut et fort sa défection, une bonne soixantaine acceptèrent sans sourciller d'apporter leur caution à ce renvoi d'ascenseur pour le moins ambigu.

Une faillite morale

Alors les mensonges, dissimulations, retournements de vérité, exigés par le maintien au pouvoir et par les exigences des donneurs d'ordres accentuent le discrédit croissant qui pèse sur la classe politique, les médias aux ordres imprégnés de cette hégémonie culturelle. Tous le savent, mais leur seule parade est dans le mensonge, l'hypocrisie, la dissimulation. Ils savent que l'on sait qu'ils mentent, mais le jeu de dupes se poursuit.

Et dans l'ombre de cette vision du monde se tapit celle de l'existence de deux variétés d'humains : ceux qui ont du talent, les élus de cette sélection des plus aptes pour le plus grand bien de l'humanité future, et ceux qui ne peuvent que se soumettre.

Les élus agissent bien entendu pour le plus grand bien de tous, mais si les choses tournaient mal, il n'y aurait pas de place pour tous, dans l'Exodus de Musk en partance vers Mars.

M. Macron a trouvé pour dissimuler cette conception le joli mot de « premiers de cordée », prouvant par là même qu'il n'a jamais réfléchi à ce que pouvait bien être une cordée, son éthique, sa méthode, sa constitution. Mais cette « philosophie » erronée et faussement naturelle fait fi de notions aussi centrales que la coopération, les symbioses, les synergies qui sont la vraie force des hommes.

Conclusions

Le coronavirus, une leçon ? Une leçon pour qui ?

Alors qu'il conviendrait, pour faire face aux défis qui s'annoncent, de penser l'avenir en termes de « résilience », le monde que construit le néolibéralisme ne sait qu'empiler des constructions de plus

en plus fragiles, où la sphère financière tient un rôle central et sans cesse plus prégnant alors même que cet édifice est celui qui supporte le plus mal les incertitudes et les accidents de parcours.

La « science » elle-même, sur laquelle le Président compte soudain pour chasser le virus – tout en précarisant la recherche –, ne doit pas être parée de toutes les vertus. M. Macron ne devrait pas ignorer aussi que, pilotée par les mêmes choix économiques, elle porte elle-même une part importante de responsabilité dans les impasses du « modèle de développement » dont il doute maintenant.

La science n'est pas porteuse en elle-même d'un monde plus équilibré ; elle doit procéder d'une vision humaniste et non servir les intérêts d'une idéologie productiviste.

Notre travail, notre énergie, notre intelligence, nos savoirs, notre intelligence peuvent-ils encore être mis au service de la production de gadgets périssables, inutiles, polluants, véhiculés sur des milliers de milles nautiques et emballés dans des tonnes de cartons et de plastiques ?

Ou bien doivent-ils plutôt œuvrer à la construction d'une société résiliente assurant l'essentiel ?

On peut comprendre qu'aucun politique prétendant aux manettes, élaborant un « programme de gouvernement » ne puisse d'emblée proposer de renverser la table³¹. On peut comprendre qu'aucun ne dispose d'une théorie « prêt-à-porter » susceptible de mettre fin à 40 années d'offensives financières, organisationnelles, idéologiques et culturelles.

En revanche, il serait de la responsabilité de dirigeants politiques lucides d'amorcer ce virage. Il est spectaculaire qu'aucun leader au monde n'ose dire que la croissance est le nœud de ce problème. N'ose faire avancer l'idée qu'il nous faut imaginer un monde sans croissance, ou plutôt les modalités d'une croissance différenciée permettant à certaines régions du monde les bases matérielles d'un progrès humain, tout en freinant celle des régions les plus dispendieuses. La question n'étant évidemment pas uniquement régionale, mais bien sociologique. Au lieu de quoi l'on voit sans cesse accréditer la nécessité incontournable de cette croissance, sans bien discerner à qui elle profite et pour qui elle serait nécessaire, en masquant le fait que la plus grande partie des gens n'en verra pas l'effet, mais que le capitalisme en percevra les dividendes.

Et l'on nous ment alors effrontément, nous abreuvant d'inepties soi disant favorables au climat. Efficacité énergétique, ampoules basse consommation, isolation pour 1 euro... alors que dans l'optique non négociable du changement climatique, la question n'est pas de l'efficacité des ampoules, mais in fine de la consommation globale d'énergie. Or lorsqu'on parle de réduire notre consommation assume-t-on une baisse d'activité de Total, d'EDF, d'Engie, des aéroports de Paris et autres fleurons ? Alors même qu'il n'est question que de les privatiser, ce qui suppose évidemment de faire briller leurs possibilités de croissance...

Et de ce point de vue, force est de reconnaître que le macronisme, s'il n'est pas l'inventeur du « système », marque tout de même une étape « décomplexée », un parachèvement pour lequel les commanditaires ont placé là leur homme-lige.

¹ Ainsi le Coronavirus a-t-il spectaculairement éclipsé le passage en force de la loi sur les retraites : voir « Coronavirus et 49.3 : Édouard Philippe déroule sur TF1 ». <https://www.acrimed.org/Coronavirus-et-49-3-Edouard-Philippe-deroule-sur>

² « Partout l'épidémie va rencontrer des exigences sanitaires et des systèmes de santé déjà largement mis sous tension par les politiques de réduction des dépenses dans les services publics » (J.L. Mélenchon, 10/03/2020). Pour ce qui est des causes du coronavirus, on voit clairement le lien avec la rapidité des transports, l'abolition des distances, les échanges permanents de biens, tandis que les conséquences sont aggravées par les dépendances stratégiques (pénurie de médicaments, de masques...), fragilités financières, engendrées par les « avantages concurrentiels »...

³ A l'exemple de Friedrich Hayek, inspirateur de Margaret Thatcher. Quand ils n'oeuvrent pas à les mettre en place.

⁴ Il était caricatural d'entendre M. Macron conclure par le superbe aphorisme : *On se sauve en disant « nous », pas en disant « Je »*, après un discours dont chaque phrase s'enflait d'un prétentieux « Je veux... »...

Caricatural et révoltant de l'entendre en appeler à la responsabilité des personnels médicaux et de louer leur rôle essentiel en feignant d'oublier les luttes que mènent depuis des mois ces personnels en étant si peu écoutés.

⁵ Les « Élités » tireront-elles leçon de ce coup de semonce ? On peut douter qu'elles veuillent reconsidérer le seul « modèle » qu'elles révèrent ; d'ores et déjà le Japon fait connaître qu'il n'est pas question de différer ses J.O.

⁶ DERNIERE SECONDE : « *Ce matin, Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac France, a été arrêtée avec plusieurs autres participant-e-s de l'action « démasquons Macron ». Elle a été placée en garde à vue au commissariat du 5e arrondissement de Paris. Décidément, M. Macron a décidé de prendre au sérieux les affaires climatiques.*

⁷ Ce sont eux aussi qui poussent à l'extension des mégalo-poles, des aéroports, des installations portuaires, du tourisme de masse...

⁸ Et voici ce jour mémorable où l'on fait face « quel que soit le coût », et où M. Macron nous révèle sa découverte tardive de la beauté de l'« État Providence », jusqu'ici père de tous les vices...

⁹ « Faire face quel que soit le coût », ne signifie-t-il pas, au-delà des formules, avoir la volonté de remettre en cause le partage des fruits du travail ?

¹⁰ Il ne s'agit pas là évidemment d'un jugement moral. PDG, administrateurs, actionnaires ne sont pas forcément plus « méchants » que la moyenne des hommes. Mais leur fonction consiste à valoriser le capital de l'entreprise, à doper sa valeur boursière. Il n'est pas de promouvoir l'humanisme.

¹¹ Tout au plus dans les meilleurs des cas certaines victimes parviennent-elles à obtenir un dédommagement symbolique au bout de décennies de procédures.

¹² Sauf à déclarer que ces biens communs ne devraient pas exister, comme le fit avec une insolence insupportable le président de Nestlé au sujet de la gestion de l'eau dans le film « We feed the world ».

¹³ Pas même celle qu'avaient les grands « Maîtres de forges » du XIX^e siècle, préoccupés de la capacité de production de leurs ouvriers. Mais c'était aux balbutiements du grand capitalisme, avant le néolibéralisme et la mondialisation, avant l'invention de la flexibilité et des livreurs Uber.

¹⁴ Quelles que soient les critiques que l'on peut faire du mode de représentativité « démocratique », les instances politiques sont bien le seul lieu où règne une part de démocratie ; il n'en existe aucune trace dans l'entreprise.

¹⁵ A l'exception notable des forces de maintien de l'ordre. Et encore ces fonctionnaires n'ont-ils perçu leurs heures supplémentaires que grâce aux Gilets-Jaunes. Sans pour autant les en remercier.

¹⁶ Via en particulier les lobbyings et le système des « portes tournantes ».

¹⁷ La privatisation de l'enseignement est à l'ordre du jour au sein des instances mondiales, comme en témoignent les travaux de l'IIEP (UNESCO). Voir : <http://www.iiep.unesco.org/fr/limpact-de-la-privatisation-ou-linvestissement-public-dans-le-systeme-educatif-sur-les-resultats> et <http://veille-eip.org/fr/content/privatisation-de-leducation-quelques-elements-de-comprehension>

¹⁸ Ces impératifs et ces credo s'appellent : *croyance dans une économie de marché pacificatrice par nature, instauration de la concurrence en principe fondateur, de la libre circulation – des capitaux principalement – , abandon des prérogatives régaliennes des états, avec en tête la maîtrise de la monnaie. Le très célèbre Jean Monnet avait posé les bases de ces croyances, et l'on sait qu'en remontant au gouvernement de L. Jospin, on trouve la signature des accords de Lisbonne, pierre importante de l'édifice. Le mouvement est donc amorcé depuis longtemps.*

¹⁹ Quand soudain... *Ce devait être l'année de la privatisation d'ADP, mais ce pourrait être plutôt celle de la reprise en main d'Air France-KLM.* (Les Echos, 14 mars 2020)

²⁰ Dans ce discours, il s'agit en fait des dépenses d'intérêt général, car jamais le libéralisme financiarisé ne hurle à la gabegie lorsqu'il s'agit de sauver des banques.

²¹ Dictionnaire du Petit menteur (mon ordi), voir aussi Lexique Acrimed.

²² Et très tardivement révélée à M. Macron : Vieillesse, maladie et maternité, accident du travail et maladie professionnelle, invalidité et décès, chômage, formation professionnelle...

²³ Voir : Une dette publique construite, voire illégitime ?

<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-4-ete-2014/debats/article/une-dette-publique-construite> ; voir aussi : <http://www.acontrecourant.org/wp-content/uploads/2014/01/livresdette.pdf>

²⁴ J'encourage [les entreprises] à se déclarer en activité partielle, déclare Bruno Le Maire. Les coûts sont pris à notre charge, l'État et l'Unedic. Quel que soit le coût, nous répondrons présents.

²⁵ Le #Coronavirus dissout le néolibéralisme : #Merkel supprime la règle du 0 déficit. #Macron annule le jour de carence et la privatisation d'ADP. (Twit de J.L. Mélenchon, 11 mars 2020.

²⁶ Voir: <https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/grenoble/grenoble-groupe-hospitalier-mutualiste-va-etre-vendu-1728453.html>

²⁷ Les principes fondateurs de l'Europe ont gravé des règles de base dictées par les intérêts capitalistes et leurs modèles économiques, conduisant tout droit aux impasses actuelles. A « Gauche » même, l'abdication n'est pas d'hier, qui a fait adhérer aux contingences du libre échangeisme, de la financiarisation et du productivisme aveugle.

²⁸ Il faut admirer la volonté tenace d'imposer la réforme des retraites, en gazant les manifestants, en ignorant les « corps intermédiaires », en piétinant les débats, au mépris des mobilisations, des sondages, des promesses de référendum, et de l'importance civilisationnelle et quasi philosophique de la question.

²⁹ Que nombre de spécialistes comparent à celui de Mme Thatcher et de M. Reagan, étayé sur des concepts théoriques depuis largement contestés.

³⁰ Il n'est pas prouvé que le capitalisme soit réformable, on sait aussi les apports qu'on lui doit en termes de production de richesses, mais tout montre aujourd'hui qu'il ne peut seul diriger le monde vers des lendemains vivables, et qu'il est indispensable de le soumettre aux attentes d'une conception humaine de ce monde.

³¹ Il semble que Bernie Sanders – à rebours des clichés erronés sur les US – soit aujourd'hui seul capable d'amorcer prudemment un mouvement de pensée vital, ressuscitant le collectif, les biens communs, les questions environnementales...